

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Groupe Front de Gauche**  
**Le Président**

Olivier BOISSOU  
Secrétaire général 1<sup>er</sup> adjoint FGAAC  
– CFDT  
20 rue Lucien Sampaix  
75010 PARIS

Affaire suivie par Audrey Garino  
Ref : GP/AG 14-013

Marseille, le 30 juillet 2014

Monsieur,

J'ai pris connaissance de votre courrier du 21 juillet 2014 où vous me demandez des excuses publiques concernant un article paru sur mon blog le 17 juin 2014. Si vos adhérents ont été choqués par les morceaux de phrase incriminés, je m'en excuse, ce n'était pas le but recherché.

Je retire donc les deux extraits en question et je vous propose de les remplacer par : non-grévistes pour « briseurs de grève » et salariés pour « collabos ».

Pour que les lecteurs de mon blog comprennent cette démarche, je publie votre courrier qui, je le constate, n'aborde pas les questions de fonds que je soulevais concernant la loi votée par les libéraux de gauche et de droite mais aussi l'interdiction de manifester pour les cheminots qui étaient majoritairement en grève à ce moment-là.

Vous évoquez dans ce courrier mon âge que vous semblez connaître, il me permet effectivement d'avoir connu quelques épisodes dans la vie de la CFDT-Cheminot.

Votre syndicat a dû s'adosser à la FGAAC en 2008 afin de pouvoir continuer de compter dans le spectre syndical de la SNCF.

Vous évoquez des organisations syndicales radicales. Ce doit être la CGT et SUD dont je vous rappelle qu'elles sont majoritaires au sein de la SNCF. Au niveau national, la CGT avec 35,6% ; SUD avec 17% et la CFDT adossée à la FGAAC 14,7%. Pour Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est encore plus flagrant puisque la CGT réalise 46,58% ; SUD 9,63% et votre rassemblement syndical 14,7%. Force est de constater que la « radicalité » est partagée par une majorité de cheminots.

Vous évoquez la politique comme étant mon métier. Là aussi, vous avez été chercher vos renseignements à une source pour le moins malveillante, en tous les cas mal informée. Je n'ai jamais été permanent ni d'un parti politique ni d'un syndicat. Pendant vingt-cinq ans, délégué du personnel et au comité d'entreprise d'un hypermarché Carrefour, j'ai été conseiller prud'homme et dans le même temps, élu municipal à Antibes-Juan les Pins pendant trente et un ans et conseiller régional depuis 1992.

Dès l'arrivée de la gauche à la direction du Conseil régional PACA, le président Michel Vauzelle m'a confié les transports, d'abord comme président de commission puis comme vice-président du Conseil régional. Pendant douze ans j'ai travaillé avec les cheminots d'abord sous la présidence de M. Gallois puis celle de M. Pépy. J'ai participé à l'élaboration du Contrat de plan qui a permis à notre région de rouvrir des lignes ferroviaires comme Cannes-Grasse ou de sauver celles menacées de fermeture comme Nice-Breil. J'ai aussi présidé le syndicat mixte qui gère la ligne Nice-Digne qui était déléguée en gestion à Veolia. Cette ligne est aujourd'hui en régie régionale.

Instigateur des comités de lignes avant qu'ils ne soient inscrits dans la loi, j'avais le plaisir d'y rencontrer des responsables et des cheminots de la CFDT. La plupart ont quitté ce syndicat pour rejoindre la CGT, comme mon collègue et ami Jean-Yves Petit aujourd'hui vice-président du Conseil régional en charge des transports.

Concernant mes indemnités d'élu j'en reverse la plus grande partie à mon parti. Pour moi, ni la politique ni le syndicalisme ne doivent permettre un enrichissement malsain. Trouvez-vous normal que Jean-François Chérèque, après avoir quitté ses responsabilités à la CFDT, soit aussitôt engagé à l'IGAS avec un salaire disproportionné ? Trouvez-vous normal qu'Edouard Martin passe de la fermeture de Florange à une sinécure au Parlement européen ?

Vous parlez de mon idéologie, vous parlez de mes valeurs que vous semblez ne pas connaître. J'ai été une fois trainé en justice par un huissier qui procédait à une expulsion locative à laquelle je m'opposais et, la dernière fois où l'on m'a menacé d'un tribunal c'était en séance plénière du Conseil régional PACA, c'était Jean-Marie Le Pen président du groupe FN qui voulait me faire taire.

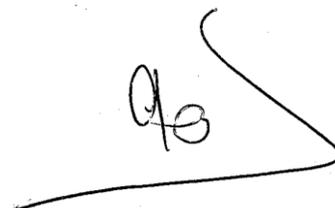
Si vous voulez mieux connaître les valeurs et mon idéologie je vous invite à visionner les séances du Conseil régional sur son site, vous pourrez vous faire votre opinion et ainsi ne plus prêter oreille aux personnes malveillantes et anonymes qui vous ont renseigné.

Je reste à votre disposition pour tout échange qui nous permettra, j'en suis persuadé, de trouver des raisons de débat.

Veuillez croire, Monsieur, en l'expression de mes sincères salutations.

Gérard PIEL

Conseiller régional PACA

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. Piel', written over a large, stylized, handwritten flourish that resembles a large 'P' or a similar shape.